

ASSEMBLÉE NATIONALE

9 janvier 2026

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2026 - (N° 2247)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 1468

AMENDEMENT

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 19 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer cet article prévoyant de pérenniser le dispositif des clubs de jeux à Paris.

Alors que les clubs de jeux d'argent sont interdits à Paris depuis plusieurs décennies, une dérogation avait été instaurée en 2017, dans le cadre d'une expérimentation. Depuis, elle a été prolongée à plusieurs reprises.

Or, comme nous montre l'expérience du passé, le développement de ces clubs de jeux d'argent participe à la fraude : en effet, s'ils ont prospéré au début des années 2000', ces lieux ont finalement tous été fermés suite à des affaires de fraude fiscale et de blanchiment d'argent.

De plus, nous nous opposons philosophiquement au développement des clubs de jeux, fréquentés par une clientèle très aisée. En effet, ces lieux favorisent l'apparition de comportement d'addiction aux jeux d'argent et conduisent des joueurs à perdre des sommes non-négligeables, parfois en les conduisant même à recourir à des intermédiaires financiers illégaux qui alimentent l'addiction au pari.

Pour ces raisons, nous nous opposons à la pérennisation des clubs de jeux d'argent à Paris.